

2023- 102  
**ARRETE MUNICIPAL**  
**Occupation du domaine public**

NOUS, Maire de la commune de Fauville en Caux,  
VU :

- le titre 1 du livre 2 du Code Général des Collectivité Territoriales, relatifs aux pouvoirs de police du Maire, notamment ses articles L.2213.1 à L.2213.4,
- le Code de la Route,
- l'article R 610-5 du Code Pénal,
- les arrêtés des 8 avril et 31 juillet 1992 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- les arrêtés des 8 avril et 31 juillet 1992 modifiant l'arrêté du 6 novembre 1992 relatifs à la signalisation routière temporaire,

Vu la demande effectuée par l'entreprise **ICART 189 rue d'Aubervilliers 75018 Paris** pour l'entreprise **SFR 16 rue du général Alain de Boissieu 75015 Paris** afin d'effectuer des **travaux de réparation de fourreaux endommagés** au niveau du 26 impasse de la Distillerie – Fauville en Caux - 76640 TERRES-DE-CAUX.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1er** : A compter du **31 juillet 2023 et jusqu'à la fin du chantier**, l'entreprise **SFR** est autorisée à effectuer des travaux de réparation de fourreaux endommagés au niveau du **26 impasse de la Distillerie – Fauville en caux - 76640 TERRES-DE-CAUX**

**ARTICLE 2** : Durant cette période, la **circulation sera basculée sur la chaussée opposée manuellement**. Il sera également **interdit aux véhicules légers et poids lourds de stationner et de dépasser**. La **vitesse sera limitée à 30 km/h**.

**ARTICLE 3** : Le **permissionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier** dans les conditions prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents prouvant résulter des travaux.

**ARTICLE 4** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infractions à la législation en vigueur pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Maire, le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la Police Municipale Intercommunale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

En Mairie, le 18 juillet 2023

**Bruno DELACROIX,**  
**Maire de Fauville en Caux**

